



SÉCURITÉ FERROVIAIRE

LE 21 OCTOBRE, EXIGEONS DES MOYENS SUPPLÉMENTAIRES !

**Le 21 octobre 2026,
une table ronde réunira
le directeur général
de SNCF Réseau et
les organisations syndicales
représentatives du groupe
SNCF, dans un contexte
marqué par la multiplication
des accidents graves
et des incidents de sécurité.
La CGT appelle
ses syndicats à interpeller
leurs directions locales,
ce jour-là.**

DES MOYENS POUR LA SÉCURITÉ, DES RÉPONSES À NOS ALERTES !

Depuis le début de l'année, huit événements graves ont marqué le réseau ferroviaire, dont le déraillement de Cléon, en Normandie, le 11 septembre dernier. Dans le même temps, les alertes se multiplient : rails cassés, pièces manquantes ou détériorées sur des rames, ainsi que des difficultés à assurer la maintenance faute de temps et de personnel. Ces situations ne peuvent être ignorées.

LA SÉCURITÉ, FONDEMENT DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE !

Des décennies de restrictions budgétaires, de suppressions d'emplois et de réorganisations fragilisent le système ferroviaire. L'ouverture à la concurrence accentue son morcellement, multiplie les interfaces et favorise la sous-traitance, tandis que la recherche permanente de réduction des coûts pèse sur les effectifs, la formation et les conditions de travail.

Dans tous les métiers, les cheminot·e·s subissent la dématérialisation à marche forcée, la multiplication des outils numériques, le développement du travail isolé et la dégradation des horaires et des amplitudes de travail. Parallèlement, les moyens de la médecine du travail diminuent, les effectifs de la Suge sont fragilisés et leurs missions sont soumises à des logiques de contrats commerciaux.

Pour la CGT, la sécurité repose avant tout sur des cheminot·e·s formés, expérimentés, présents sur le terrain et disposant du temps et des moyens nécessaires pour travailler correctement.

LE 21 OCTOBRE, FAISONS ENTENDRE LES RÉALITÉS DU TERRAIN !

Cette journée ne doit pas se résumer à une réunion d'experts ni à de simples déclarations d'intention. Elle doit permettre d'interpeller les directions dans les territoires sur les manques de moyens, les dysfonctionnements constatés et les événements de sécurité locaux.

La CGT appelle les cheminot·e·s de tous les métiers à faire remonter leurs alertes et à exiger des réponses concrètes. Les réunions territoriales à venir devront prolonger cette démarche et déboucher sur des mesures précises pour prévenir de nouveaux accidents.

UN AUTRE CHOIX POUR LE SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE !

La multiplication des appels d'offres, la duplication des moyens et le morcellement des activités alourdissent l'organisation du système ferroviaire, alors que la sécurité exige de la coordination, de la continuité et une vision globale du réseau.

La CGT refuse cette logique de fragmentation et revendique un service public ferroviaire qui mutualise ses moyens humains, techniques et matériels pour gagner en efficacité et en sécurité.

Nous exigeons des effectifs suffisants, une maintenance réalisée dans de bonnes conditions, une formation de qualité, le renforcement de la médecine du travail et de la Suge, ainsi que la maîtrise des missions essentielles à la sécurité.

Le 21 octobre, faisons entendre nos exigences et imposons des réponses à nos alertes !

